



Rio+20. Ce sommet censé agir sur une préservation de la nature qui irait de pair avec l'action contre la pauvreté dans le monde s'est achevé.

Une conférence aux idées larges mais aux actes creux

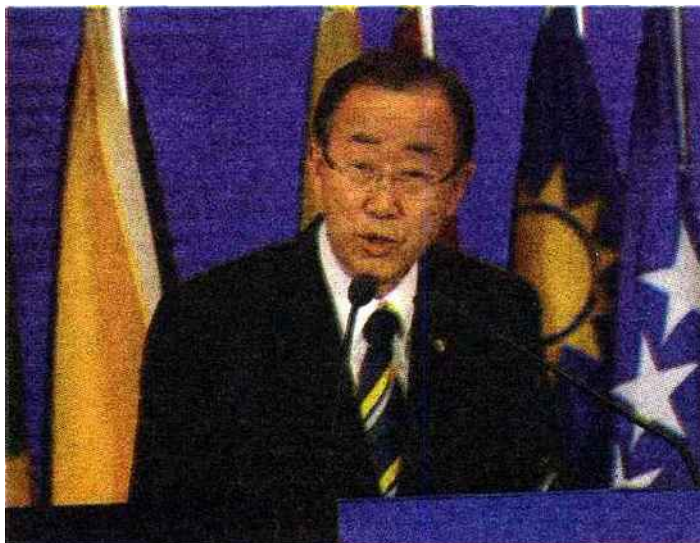
■ Le sommet Rio+20, qui affichait son ambition d'engager le monde vers une action contre la pauvreté et surtout la préservation de la nature, a accouché de formules creuses.

«On est déçu, mais ce n'est pas un échec», affirmait un participant. Ce n'est qu'«un point de départ», minimisait aussi la présidente brésilienne Dilma Rousseff.

Ratifié tard vendredi soir par les représentants de 193 pays, dont près d'une centaine de chefs d'Etat et de gouvernement, le texte d'accord final, «l'avenir que nous voulons», a de quoi laisser les participants sur leur faim. Et les citoyens du monde aussi.

On y évoque l'économie verte, qui pourrait répondre aussi bien à la crise économique qu'à la dégradation de la planète, mais sans fournir de lignes directrices, sans rien imposer. On décide un renforcement du programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), mais sans lui donner la force et l'autonomie d'une vraie agence de l'ONU, comme le défendait le président français.

Au milieu de formules consensuelles, se glisse le principe d'objectifs du développement durable, «en nombre limité, concis et tournés vers l'action».



Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon a convenu que bien du travail et du chemin restent à accomplir. AFP

Concernant tout le monde, pays riches ou pays pauvres, ils devraient être mis en place d'ici 2015, avec échéance probable en 2030.

Un «calendrier serré, intensif», remarque Laurence Tubiana, directrice de l'IDDRI (Institut du développement durable et des relations internationales), pour qui ces objectifs représentent «l'acquis principal du som-

met».

Mais «Rio, ça dit qu'on est incapable +aujourd'hui+ de trouver un accord face aux défis planétaires environnementaux et sociaux, mais ça dit aussi qu'il nous faut trois ans», estime le porte-parole pour le climat de l'organisation mondiale Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU).

Les ONG ont cependant mas-

sivement manifesté leur colère devant le peu de résultats concrets du sommet. «Dans l'avenir que nous voulons, il y a de l'engagement et de l'action, pas seulement des promesses», ont-elles lancé.

Elles se sont juré de rebondir, de revenir aux actions de proximité, trouvant dans ce qu'elles qualifient d'«échec» une énergie nouvelle pour transformer, disent-elles, «la colère en action».

«L'échec de Rio+20 donnera aux gens plus d'énergie pour se mobiliser et se battre pour la planète», a déclaré Daniel Mittler, de Greenpeace.

A l'issue de la conférence, nombre de participants s'interrogeaient cependant sur la nécessité de ces confrontations d'Etats aux intérêts particuliers.

193 pays qui doivent atteindre l'unanimité, «c'est une structure inadaptée», affirme Gilles Berhault, président du Comité français pour le développement durable.

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon, en clôture de la conférence, la plus large jamais organisée par les Nations-unies, a estimé que «les discours sont terminés, maintenant commence le travail». Comment le contredire.